

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1995 (*)

25 JUILLET 1995

PROPOSITION DE LOI

**modifiant les lois relatives à la police
de la circulation routière,
coordonnées le 16 mars 1968, en vue
d'inciter les conducteurs de
véhicules à moteur à respecter
l'interdiction de consommer de la
drogue, des excitants et des
médicaments**

(Déposée par M. Jos Ansoms)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière interdisent la consommation d'alcool, de drogues et de médicaments aux conducteurs de véhicules à moteur. Mais alors qu'il est possible d'imposer le respect de l'interdiction de consommer de l'alcool (et que cette interdiction a encore été renforcée), la répression de la consommation de drogues et de médicaments par les conducteurs relève encore de la théorie, étant donné qu'aucun test ni aucun examen physique n'est prévu pour déceler la présence de ces substances. Cette situation s'explique notamment par le fait que les lois relatives à la police de la circulation routière ont été élaborées à une époque où le problème de la consommation de

(*) Première session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1995 (*)

25 JULI 1995

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de op 16 maart 1968
gecoördineerde wetten betreffende de
politie over het wegverkeer om het
verbod voor bestuurders van
motorvoertuigen om drugs,
opwekkende middelen en
geneesmiddelen te gebruiken,
af te kunnen dwingen**

(Ingediend door de heer Jos Ansoms)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer verbieden het gebruik van alcohol, drugs en geneesmiddelen voor bestuurders van motorvoertuigen. Maar terwijl het alcoholverbod afgedwongen kan worden (en bovendien nog werd verstrengd), blijft de beteugeling van het gebruik van drugs en geneesmiddelen in het verkeer een theoretische mogelijkheid, aangezien geen enkele test of lichamelijk onderzoek is voorgeschreven om de drugs op te sporen. Eén van de oorzaken is dat de wetten betreffende de politie over het wegverkeer zijn ontstaan in een tijd waarin het gebruik van drugs door bestuurders van motorvoertuigen blijkbaar nog geen acuut probleem was, in tegenstelling tot het gebruik

(*) Eerste zitting van de 49^e zittingsperiode.

drogues par les conducteurs de véhicules à moteur ne se posait apparemment pas encore avec acuité, contrairement à celui de la consommation d'alcool, l'alcool étant la drogue la plus largement admise par la société dans le monde occidental.

Il ne fait aucun doute que l'alcool restera encore très longtemps la principale drogue, notamment dans le cadre de la circulation routière. Les conducteurs — et surtout les jeunes — consomment cependant de plus en plus de drogues : à la consommation « classique » de drogues s'ajoute la consommation « récréative ». Les coups de sonde opérés parmi de jeunes volontaires et les contrôles effectués par les services d'ordre dans de grands établissements d'amusement font essentiellement apparaître une consommation inquiétante de drogues dans le cadre des divertissements. Ce phénomène a une plus grande incidence sur la sécurité routière que la consommation classique de drogues, étant donné que les jeunes qui consomment des drogues dans le cadre de leurs divertissements se déplacent souvent en voiture le week-end (surtout la nuit).

Des études réalisées à l'étranger révèlent également que l'incidence de la consommation de drogues sur la sécurité routière constitue un problème non négligeable.

1° En Suisse, l'Institut universitaire de médecine légale de Genève a réalisé, en 1994, une étude sur la consommation de drogues par les conducteurs de véhicules à moteur. C'est ainsi que 383 automobilistes impliqués dans un accident de la route ayant entraîné des lésions ont été soumis à des analyses afin de déceler la présence d'alcool et de drogues dans leur sang. Des traces de drogues (de cannabis surtout) ont été relevées chez 31 d'entre eux.

2° En ce qui concerne les Etats-Unis, les résultats de deux études méritent d'être mentionnés. La première étude a été réalisée en 1993 par le Centre de toxicologie humaine de l'université de Salt Lake City. Dans huit Etats des Etats-Unis, et pendant un an, tous les conducteurs de poids lourds ayant été impliqués dans un accident de la route, ont été soumis à des analyses en vue de déceler la présence d'alcool et de drogues. Les résultats se sont révélés affolants : pas moins de 67 % des conducteurs présentaient des traces d'une ou de plusieurs drogues dans leur sang. Une combinaison de drogues et d'alcool a été décelée chez 33 % d'entre eux. Treize pour cent de l'ensemble de ces conducteurs avaient consommé du cannabis, 8 % de la cocaïne et 7 % des amphétamines.

La deuxième étude américaine digne d'intérêt a été réalisée par l'université de Chicago, dans l'Illinois : 643 automobilistes ayant encouru des blessures ont subi des analyses sanguines. Celles-ci ont fait apparaître que 32 % des automobilistes étaient en état d'ébriété avancée et que 22,6 % présentaient des traces de drogues. Ici aussi, la consommation de drogues dures, comme la cocaïne, a été mise en évidence chez plus de 8 % des conducteurs.

van alcohol, de drug die in de westerse beschaving in zeer ruime mate is aanvaard.

Ongetwijfeld zal alcohol nog zeer lang de belangrijkste drug blijven, ook in het verkeer. Toch nemen (vooral jonge) bestuurders meer en meer drugs : enerzijds zijn er de klassieke drugs, maar anderzijds is er ook het zogenaamde « recreatieve » druggebruik. Steekproeven bij jonge vrijwilligers en controles van de ordediensten in grote uitgaansgelegenheden tonen vooral een verontrustend gebruik van drugs aan in de recreatieve sfeer. De gevolgen op het stuk van de verkeersveiligheid zijn groter dan bij het zogenaamde « klassieke » druggebruik, aangezien recreatieve druggebruikers tijdens de weekends (vooral 's nachts) veel met de auto rijden.

Ook in het buitenland wijzen onderzoeken erop dat het druggebruik in het verkeer een niet te verwaarlozen probleem is.

1° In Zwitserland voerde het universitair instituut voor wetsgeneeskunde in Genève in 1994 een onderzoek uit naar het gebruik van drugs in het verkeer. Voor 383 autobestuurders die een letselongeval veroorzaakten werd het bloed onderzocht op de aanwezigheid van alcohol en drugs. Bij 31 bestuurders werden sporen van drugs (vooral cannabis) gevonden in het bloed.

2° In de Verenigde Staten zijn twee onderzoeksresultaten vermeldenswaard. Het ene onderzoek werd uitgevoerd in 1993 door het centrum voor menselijke toxicologie van de universiteit van Salt Lake City. In acht staten van de USA werden gedurende een jaar alle vrachtwagensbestuurders die bij een fataal verkeersongeval werden betrokken onderzocht op alcohol en drugs. Het resultaat was onthutsend : niet minder dan 67 % van de bestuurders hadden sporen van één of meer drugs in het bloed. Bij 33 % was er sprake van een combinatie van drugs met alcohol. 13 % van al deze bestuurders hadden cannabis genomen, bij 8 % was er sprake van cocaïne, en bij 7 % ging het om amfetamines.

Het tweede vermeldenswaardige Amerikaanse onderzoek werd uitgevoerd door de universiteit van Chicago in Illinois : van 643 gewonde automobilisten werd het bloed onderzocht. Hieruit bleek dat 32 % zwaardronken was, en bij 22,6 % werden er drugsporen gevonden. Ook hier waren er meer dan 8 % bestuurders met sporen van de harddrug cocaïne.

3° En Allemagne, l'Institut de médecine légale de l'université de Sarre a procédé, en 1993, à des analyses sanguines chez 660 automobilistes ayant été impliqués dans un accident de la route. Ici aussi, les résultats furent éloquentes : des traces de drogues, surtout de cannabis, ont été décelées chez 87 automobilistes.

Aussi est-il grand temps que l'on puisse imposer le respect de l'interdiction de principe de ces substances en instaurant l'obligation légale, pour les conducteurs de véhicules à moteur, de se soumettre à des tests ou à des examens physiques visant à déceler la présence de drogues et en étendant autant que possible à la consommation de drogues les sanctions qui s'appliquent en cas d'abus d'alcool. Ces tests ou examens pourraient être effectués en même temps que le test de l'haleine, l'analyse de l'haleine ou l'analyse sanguine réalisés en cas de consommation excessive d'alcool. Tel est l'objectif de la présente proposition de loi.

Les tests légaux en vue de déceler la présence de drogues et d'excitants dans l'organisme devraient contribuer à accroître la sécurité des jeunes conducteurs qui circulent de nuit pendant le week-end. Mais il n'y a pas que les jeunes. Dans le secteur des transports routiers internationaux, certains conducteurs de camion ou d'autocar absorbent des stimulants et ignorent les périodes de repos obligatoires. L'obligation légale de se soumettre à des tests en vue de déceler la présence de stimulants dans l'organisme devrait donc également contribuer à imposer le respect des périodes de repos obligatoires. Un arrêté royal fixera une liste de substances dont la présence dans le sang pourra être décelée au moyen de ces tests et examens. Les pouvoirs publics pourront ainsi réagir avec souplesse face à la situation en perpétuelle évolution que constitue la consommation de drogues sur le terrain et tenir compte, par ailleurs, des possibilités scientifiques de déceler la présence de substances psychotropes.

Ainsi que le fait observer le professeur B. De Ruyver, la science n'est souvent pas encore en mesure de déterminer les concentrations à partir desquelles ces substances présentes dans les liquides organiques ont une incidence sur la conduite. Il n'est pas encore possible, à l'heure actuelle, de fixer, pour chaque produit, un seuil critique dont il est établi que le dépassement altère la vigilance au volant de tous les conducteurs. Pour certains produits, il ne serait d'ailleurs pas souhaitable qu'un tel seuil soit fixé dans la loi. L'institut de médecine légale de Sarre plaide pour une interdiction générale de la consommation de drogues par les conducteurs de véhicules à moteur. Nous partageons entièrement ce point de vue, car, même si le lien de causalité entre la présence de certains psychotropes dans le corps et l'altération de la vigilance au volant est plus difficile à quantifier qu'en cas de présence d'alcool dans le sang, la présence fréquente de drogues chez les conducteurs ayant encouru des blessures indique néanmoins que ce lien de causalité existe bel et bien. Il ne

3° In Duitsland deed het instituut voor wetsgeneeskunde van de universiteit van Saarland in 1993 een bloedonderzoek bij 660 automobilisten die verwikkeld waren in een verkeersongeval. Ook hier waren de resultaten sprekend : bij 87 automobilisten werden er sporen van drugs gevonden, vooral van cannabis.

Daarom wordt het tijd dat het principiële verbod om deze middelen te gebruiken afgedwongen kan worden door het principe in te voeren in de wet dat bestuurders van motorvoertuigen verplicht kunnen worden testen of lichamelijke onderzoeken te ondergaan om drugs op te sporen, en door de sancties die verbonden zijn aan het alcoholmisbruik zoveel mogelijk uit te breiden tot het gebruik van drugs. Deze tests of onderzoeken kunnen uitgevoerd worden samen met de ademtest, de ademanalyse of de bloedtest in verband met het overdreven alcoholgebruik. Dat is de bedoeling van dit wetsvoorstel.

Wettelijke tests op drugs en stimulerende middelen zullen niet alleen bijdragen tot de veiligheid van jonge bestuurders tijdens de weekeindnachten. Aangenomen mag worden dat ook in het internationaal wegtransport veel stimulerende middelen worden gebruikt door bestuurders van vrachtwagens en autocars die de verplichte rij- en rusttijden niet respecteren. Door de wettelijke mogelijkheid te openen op het testen van het gebruik van stimulerende middelen willen wij ook de naleving van de verplichte rij- en rusttijden ondersteunen. Een koninklijk besluit zal een lijst vaststellen van stoffen die in aanmerking komen om opgespoord te worden door middel van deze testen en onderzoeken. Op deze wijze zal de overheid soepel kunnen inspelen op een zich steeds wijzigende situatie in verband met het druggebruik op het terrein zelf, en tegelijk kan zij ook rekening houden met de wetenschappelijke mogelijkheden om de aanwezigheid van psychotrope stoffen op te sporen.

Zoals professor B. De Ruyver stelt, kan de wetenschap momenteel vaak nog niet bepalen welke concentraties van die stoffen in lichaamsvloeistoffen het rijgedrag beïnvloeden. Momenteel blijkt het nog niet mogelijk te zijn om voor elk produkt een kritische drempel te bepalen, waarvan vaststaat dat, als hij overschreden wordt, de rijvaardigheid van iedere bestuurder vermindert. Voor sommige produkten zou het overigens ook niet wenselijk zijn zo'n drempel in de wet in te schrijven. Het instituut voor wetsgeneeskunde in Saarland pleit onomwonden voor een totaalverbod van drugs voor gemotoriseerde weggebruikers. Wij kunnen het hiermee volledig eens zijn, want alhoewel het causaal verband tussen de aanwezigheid van sommige psychotrope stoffen en een verminderde rijvaardigheid moeilijker te kwantificeren is dan bij de aanwezigheid van alcohol in het bloed, toch wijst de veelvuldige aanwezigheid van drugs bij gewonde bestuurders op een causaal verband. En het lijkt ons niet zinvol om te wachten met een aangepast beleid tot de wetenschap heeft uitgemaakt waar

paraît dès lors pas indiqué d'attendre que la science ait déterminé où se situe précisément le seuil critique pour mettre en œuvre une politique adéquate. Les études actuellement en cours pourraient en effet ne pas aboutir avant plusieurs années. Les pouvoirs publics n'ont du reste pas attendu que la science détermine avec précision le seuil critique en matière d'alcoolémie pour réprimer l'alcool au volant.

Enfin, certains objecteront que les consommateurs de drogues ou de produits excitants sont en fait des victimes et qu'il convient dès lors de les aider plutôt que de les punir. S'il est vrai qu'en principe ils n'ont pas tort, il ne faut cependant pas oublier que l'usage de ces substances a des conséquences sociales à partir du moment où les personnes qui les ont consommées circulent sur la voie publique et mettent en danger la vie d'autrui.

Le même problème se pose du reste en ce qui concerne l'usage d'alcool : si l'on s'accorde à reconnaître que les alcooliques sont également des victimes qui ont besoin d'être aidées, le législateur n'hésite toutefois pas à prendre des mesures pour lutter contre l'alcool au volant. Au demeurant, la présente loi n'empêchera pas que l'on poursuive énergiquement la politique générale de prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie, politique dont personne ne conteste la nécessité.

La politique répressive élaborée dans le cadre de la lutte contre l'alcool et la drogue au volant pourrait enfin prévoir qu'une thérapie soit prescrite pour les véritables alcooliques et toxicomanes, dans le cadre éventuellement de la probation ou comme condition pour que le retrait du permis de conduire ou la déchéance du droit de conduire ne soit pas prononcé, etc. Il est en effet établi qu'une approche répressive en matière de circulation routière a peu de résultats (sauf peut-être des mesures relatives au permis de conduire) pour les véritables alcooliques et/ou toxicomanes.

juist de kritische grenswaarde ligt. Zo'n onderzoek kan nog jaren aanslepen. Bovendien heeft de overheid ook niet gewacht op de wetenschappelijke zekerheid betreffende de kritische alcoholdrempel om reeds een beleid op het stuk van alcohol in het verkeer te voeren.

Ten slotte zullen sommigen opwerpen dat gebruikers van drugs of opwekkende middelen slachtoffers zijn tegen wie niet repressief moet opgetreden worden, maar die daarentegen steun behoeven. In zijn algemeenheid kunnen wij met dit principe akkoord gaan. Maar anderzijds heeft het gebruik van deze middelen sociale gevolgen vanaf het ogenblik dat de gebruikers zich in het verkeer begeven en er het leven van anderen mee in gevaar brengen.

Hetzelfde probleem rijst overigens voor het alcoholgebruik : ook alcoholisten zijn slachtoffers die steun behoeven, maar toch aarzelt de wet niet om het alcoholgebruik in het verkeer onder controle te houden. Deze wet belet overigens niet dat de algemene alcohol- en drugpreventie — een algemeen erkende noodzaak — krachtige impulsen krijgt vanwege de overheid.

Ten slotte kan een stuk van het strafrechtelijk beleid met betrekking tot alcohol en drugs in het verkeer erin bestaan dat voor echte verslaafden een therapie wordt voorgeschreven, eventueel in het kader van de probatie of misschien als voorwaarde om een intrekking van het rijbewijs of een vervallenverklaring van het recht op sturen niet uit te spreken of in te trekken enz. Het is inderdaad een uitgemaakte zaak dat een strafrechtelijke aanpak in verkeerszaken bij echte verslaafden aan alcohol en/of drugs weinig resultaat heeft (tenzij misschien maatregelen in verband met het rijbewijs).

J. ANSOMS

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 34, § 2, 3°, des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, est remplacé par la disposition suivante :

- « 3° quiconque s'est refusé
- au test de l'haleine ou à l'analyse de l'haleine, prévus à l'article 59;
 - au prélèvement sanguin prévu à l'article 63, § 1^{er};
 - aux prélèvements sanguins ou d'urine prévus à l'article 63bis, ou aux autres examens permettant de déceler la présence de drogues, d'excitants ou de médicaments dans le corps. »

Art. 3

A l'article 35 des mêmes lois, les mots « d'excitants » sont insérés entre les mots « l'emploi de drogues » et les mots « ou de médicaments ».

Art. 4

L'article 55, alinéa 1^{er}, des mêmes lois est complété par un 6°, libellé comme suit :

- « 6° ou si le conducteur ou la personne qui l'accompagne en vue de l'apprentissage donne des signes apparents d'intoxication par absorption de drogues, d'excitants ou de médicaments ».

Art. 5

Un article 60bis, libellé comme suit, est inséré dans les mêmes lois :

- « Art. 60bis. — Une interdiction de conduire de six heures peut être imposée au conducteur qui donne des signes apparents d'intoxication par absorption de drogues, d'excitants ou de médicaments ou qui refuse de se soumettre aux prélèvements sanguins, aux prélèvements d'urine ou aux autres examens visés à l'article 63bis. »

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 34, § 2, 3°, van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer wordt vervangen door de volgende bepaling :

- « 3° hij die weigert
- zich te onderwerpen aan de ademtest of de ademanalyse, bedoeld in artikel 59;
 - het in artikel 63, § 1, bedoelde bloedmonster te laten nemen;
 - de in artikel 63bis bedoelde bloed- of urinemonsters te laten nemen, of de andere onderzoeken betreffende de aanwezigheid van drugs, opwekkende middelen of geneesmiddelen in het lichaam te ondergaan. »

Art. 3

In artikel 35 van dezelfde wetten worden tussen de woorden « gebruik van drugs » en de woorden « of van geneesmiddelen » de woorden « , van opwekkende middelen » ingevoegd.

Art. 4

Artikel 55, eerste lid, van dezelfde wetten wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

- « 6° indien de bestuurder of diegene die hem begeleidt met het oog op scholing duidelijke tekens vertoont van intoxicatie door drugs, opwekkende middelen of geneesmiddelen ».

Art. 5

Een artikel 60bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wetten ingevoegd :

- « Art. 60bis. — Een rijverbod van zes uren kan worden opgelegd aan de bestuurder die duidelijke tekens van intoxicatie van drugs, opwekkende middelen of geneesmiddelen vertoont, alsook bij weigering om de in artikel 63bis bedoelde bloedmonsters of urinemonsters of andere onderzoeken te laten uitvoeren. »

Art. 6

Un article 63bis, libellé comme suit, est inséré dans les mêmes lois :

« Art. 63bis. — Les agents de l'autorité visés à l'article 59, § 1^{er}, peuvent également faire procéder chez les personnes visées au même paragraphe, par un médecin requis à cet effet, à des prélèvements sanguins, à des prélèvements d'urine ou à d'autres examens permettant de déceler la présence de drogues, d'excitants ou de médicaments dans le corps.

Le Roi arrête la liste des substances dont la présence dans le corps peut être décelée par ces prélèvements ou examens.

Le coût des prélèvements, de leur analyse ainsi que des autres examens est à charge de la personne examinée lorsque la présence de substances visées à l'alinéa 2 est décelée ».

12 juillet 1995.

Art. 6

Een artikel 63bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wetten ingevoegd :

« Art. 63bis. — De in artikel 59, § 1, bedoelde overheidsagenten kunnen eveneens door een daartoe opgevorderde geneesheer bij de in artikel 59, § 1, bedoelde personen bloedmonsters, urinemonsters doen nemen of andere onderzoeken doen uitvoeren waarmee de aanwezigheid van drugs, opwekkende middelen of geneesmiddelen in het lichaam aangetoond kan worden.

De Koning bepaalt de lijst van de stoffen waarvan de aanwezigheid in het lichaam wordt aangetoond door deze monsters of onderzoeken.

De kosten voor het nemen van deze monsters, van de analyse ervan alsook van de onderzoeken komen ten laste van de onderzochte persoon, indien de aanwezigheid van de in het tweede lid bedoelde stoffen hiermee aangetoond is ».

12 juli 1995.

J. ANSOMS
P. BREYNE
D. PIETERS
T. PIETERS
J. VAN EETVELT